



Le fait du jour

« Il faut un choc de solidarité ! »

INTERVIEW Cécile Duflot, ministre du Logement

La ministre du Logement, Cécile Duflot lance un cri d'alarme, à l'arrivée de l'hiver.

La France pourra-t-elle répondre aux demandes d'hébergement d'urgence cet hiver ?

CÉCILE DUFLOT. Nous devons faire face à une des situations les plus difficiles que nous ayons eues à connaître depuis ces vingt dernières années. La crise a poussé davantage de gens à la rue. Des femmes seules, des familles avec des enfants, mais aussi des salariés fragilisés car ils n'ont pas de toit. C'est la réalité et elle n'est plus acceptable ! Comme en 1954 où l'abbé Pierre avait lancé son appel, il nous faut aujourd'hui un vrai choc de solidarité !

C'est-à-dire ?

A la fin de l'année 2012, nous avons fait le choix d'un effort supplémentaire de 50 M€. Cet hiver, le plan mobilisera 19 000 places. Mais cela risque de se révéler insuffisant. Alors s'il faut aller au-delà, nous trouverons d'autres places, notamment dans des bâtiments publics, par exemple des casernes de gendarmerie ou des bureaux administratifs. Nous travaillons avec la SNCF, pour que celle-ci mette à notre disposition des logements de cheminots devenus vacants.

Vous avez annoncé des réquisitions. C'est une menace ?

Ce n'est ni une menace ni une posture idéologique, mais un moyen de répondre à l'urgence. Qu'ils appartiennent à des banques, des compagnies d'assurances, des grandes sociétés civiles immobilières ou des entreprises,

ces bâtiments ne doivent plus rester vides ! Et s'il faut en passer par des réquisitions, je le ferai, sans mollesse, comme l'avaient fait De Gaulle ou Jacques Chirac. Nous disposons, pour l'Ile-de-France, d'une liste de plusieurs dizaines de bâtiments qui peuvent être réquisitionnés.

Cela vaut pour toutes les personnes morales ?

Oui, je souhaite faire appel à toutes les bonnes volontés et faire appliquer la loi à tous ceux qu'elle concerne. Par exemple, il semble que l'archevêché de Paris possède des bâtiments quasi vides. Je viens donc de leur écrire pour voir avec eux comment utiliser ces locaux.

Vous réquisitionneriez des biens ecclésiastiques ?

L'Eglise fait partie des personnes morales... dans tous les sens du terme ! J'ai bon espoir qu'il n'y ait pas besoin de faire preuve d'autorité. Je ne comprendrais pas que l'Eglise ne partage pas nos objectifs de solidarité. Pour moi, ce n'est pas une simple question légale, c'est un choix de société.

Les particuliers seront-ils aussi concernés ?

La loi concerne les personnes morales. Mais nul ne doit profiter de la crise pour spéculer. La taxe sur la vacance a été augmentée : cela sera de plus en plus coûteux pour un propriétaire de laisser son logement vide.

Chaque année, de nouveaux moyens sont donnés pour l'hébergement d'urgence, sans rien régler. Est-ce une fatalité ?

Le budget pour l'hébergement d'ur-



Cécile Duflot « ne comprendrait pas que l'Eglise ne partage pas ses objectifs de solidarité ».

gence est sous-doté depuis des années face à la demande sociale, et c'est la Cour des comptes qui le dit. Commençons par arrêter la politique du thermomètre : on ne se focalise que sur l'hiver alors que c'est l'été que le nombre de morts dans la rue est le plus important. Et ouvrons des lieux d'hébergement de meilleure qualité et destinés à accueillir des gens plus durablement pour les aider à se remettre sur pied et retrouver un travail.

Vous demandez donc davantage de moyens financiers ?

On peut faire mieux sans beaucoup plus. L'Etat consacre aujourd'hui des centaines de millions d'euros à loger des gens dans des hôtels. C'est ruineux et socialement néfaste. Quand un SDF est renvoyé à la rue en avril, c'est tout le travail d'accompagnement réalisé par les associations durant l'hiver, qui se trouve annulé. Et à l'automne, cela recommence. Ce n'est pas seulement un scandale humain. C'est aussi un terrible gâchis d'argent public.

Propos recueillis par
CHARLES DE SAINT-SAUVEUR

« Même en CDI, impossible de trouver un toit »

Ousmane, 38 ans, salarié sans domicile fixe

Ousmane a 38 ans, un travail d'agent d'entretien à temps partiel et un salaire de « 800-900 € net par mois ». « Mais avec ces revenus, même si je suis en CDI, impossible de trouver un logement. Pourtant, je ne suis pas gourmand. Mon rêve, c'est d'avoir 15 m² », insiste-t-il. Depuis un an, il a pris ses quartiers au refuge de la **Mie** de pain. « Quand on a un travail, c'est la galère d'être dans un centre d'hébergement car on ne peut pas se reposer. Il y a beaucoup de bruit, c'est stressant. J'ai une petite amie mais elle ne peut pas me rendre visite ici », souligne Ousmane, qui se lève tous les matins à 7 heures. A son patron, il n'a pas dit qu'il résidait dans un centre d'hébergement mais « dans un foyer ». « Ce sont des choses à cacher, et puis, je ne serai pas là éternellement », espère-t-il. Il mise beaucoup sur la demande de logement social qu'il a déposée à la mairie. Mais, depuis un an, il ne voit rien venir. « Je me suis aussi inscrit à Pôle emploi pour avoir un complément d'heures et cumuler deux temps partiels », confie-t-il, impatient de retrouver une vie normale.

« Personne n'est à l'abri d'une descente aux enfers »

Sébastien, 37 ans, ancien garçon de café, SDF depuis trois ans



Comme beaucoup de ses compagnons d'infortune, Sébastien, 37 ans, s'est laissé emporté dans la spirale de l'exclusion. Une dépendance à l'alcool, une séparation, la perte de son « boulot » de garçon de café. Et puis soudain la rue, il y a trois ans. « La descente a été vertigineuse. Je tombe de très haut », résume celui

que ses camarades de galère surnomment « le gamin ». Il a d'abord dormi plusieurs mois sur un carton, sous une arche de la gare du Nord, avant de rejoindre, il y a deux ans, le refuge de la Mie de pain.

« La rue, c'est l'obscurité. On essaie quand même de la prendre du bon côté, sinon, on se perd », témoigne Sébastien qui, chaque matin, fait la manche devant une boulangerie, là où il a sa « place attitrée ». Dans quelques semaines, ce bénéficiaire du RSA (475 € par mois) entamera une cure de trois mois pour soigner son alcoolisme puis devrait se poser dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Il se verrait bien travailler à l'avenir « dans le social » comme « moniteur-éducateur ».

■ De l'autre côté

Il a un « message à délivrer au grand public ». « Il faut faire prendre conscience aux gens que personne n'est à l'abri d'une descente aux enfers. Dans la rue, il y a de tout, j'ai rencontré un ancien avocat, un ancien ingénieur, un ancien plombier... Dans ma vie d'avant, il m'arrivait d'aller discuter avec les SDF, de leur filer 5 €, de leur demander : *ça va les gars ?* Maintenant, c'est moi qui suis de l'autre côté. »

V. MD. Dans la rue, Sébastien a rencontré un ancien avocat, un ex-ingénieur, un ancien plombier...

V. MD.

La TVA sur le logement en question

C'est l'autre bataille de Cécile Duflot. Aujourd'hui, l'Assemblée nationale commence le débat sur les nouveaux taux de TVA qui doivent financer le pacte de compétitivité dévoilé par Ayrault le mois dernier. La TVA sur le logement devrait passer à 10 % au 1^{er} janvier 2014, alors qu'elle a déjà fait l'objet d'une augmentation (de 5,5 % à 7 %) en janvier.

La ministre du Logement souhaite au contraire que les logements sociaux bénéficient du taux le plus bas de la TVA (5 %). « Le logement est un droit fondamental. Je considère qu'il s'agit d'un bien de première nécessité. Une hausse de la TVA fragiliserait ce secteur et compliquerait la réalisation de notre objectif des 150 000 constructions par an. J'espère que cela ne sera pas le cas », martèle Duflot.

Menace sur l'emploi

Du côté d'EELV, le parti de la ministre, on parle déjà d'un manque à gagner de 1 Md€ pour l'ensemble du secteur HLM. Pour Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), la hausse à 10 % ferait passer le coût moyen de construction d'un logement de 90 000 € à 92 000 €. « Actuellement, on réalise péniblement 100 000 logements neufs, il faudrait trouver 400 M€ pour en financer 150 000. Avec la baisse du budget pour 2013, on sera en dessous des 100 000 », estime encore Didier Ridoret, qui, du seul fait de la hausse de TVA, pronostique aussi une menace sur 3 000 emplois. « Alors qu'avec la baisse de l'activité déjà en cours, nous allons en perdre 35 000 ces prochains mois. »

BRUNO MAZURIER

« J'ai joué de malchance » Sonia, 21 ans, chômeuse

A 21 ans, Sonia semble tout juste sortie de l'adolescence. Il y a encore quelques mois, elle était sommelière en chef dans un établissement gastronomique dans l'est de la France. Que fait-elle à l'Apaso, un centre d'hébergement d'urgence pour jeunes femmes ? « Je crois que j'ai un peu joué de malchance », soupire la jolie brune qui vient de perdre sa mère. Sonia adorait son job, mais pas son salaire : 1 000 € pour cinquante heures par semaine. En juin dernier, une amie avait promis de l'héberger le temps de trouver du travail. « Sauf que la copine a fini par me demander de m'en aller. Alors, je suis partie avec ce que j'avais sur le dos. »

Et le souvenir glacial de ces trois semaines à dormir dans une cage d'escalier avant de trouver refuge dans un premier centre d'accueil, qu'elle a quitté le 20 novembre pour celui de la Croix-Rouge. « Parce qu'il y a trois semaines, j'ai appris que j'étais enceinte de cinq mois, ajoute Sonia. J'aurais avorté si j'avais pu... Mais c'est trop tard... » Sa hâte ? « Accoucher, et me remettre à travailler », lâche du tac au tac celle qui refuse de se plaindre. « Ici, il y a des cas bien plus graves que le mien. »

AVA DJAMSHIDI

[www.leparisien.fr /](http://www.leparisien.fr/)
www.aujourd'hui.fr

Retrouvez
tous les portraits